

Ordre de Soros – confiscation en vue des sites Internet au contenu non-conforme

écrit par Jules Ferry | 23 avril 2024





George Soros, une volonté de contrôle radical de l'information, via les noms de domaine.

George Soros a ordonné à l'*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)*-l'organisme qui gère les noms de domaines au niveau mondial (c'est à dire les noms de sites Internet) de "faire la guerre aux conspirationnistes" en saisissant les domaines des sites web qui publieraient en ligne des "contenus non-mainstream"- comprendre : des contenus qui s'écartent des médias dominants.



Une "Police de la désinformation"

L'EU DisinfoLab, une organisation financée par les *Open Society Foundations*, a déclaré que l'ICANN devrait étendre son contrôle sur les restrictions d'enregistrement de domaines pour inclure, outre le phishing et les logiciels malveillants, des mesures de police dites de "désinformation".

Cela signifierait donc que l'ICANN aurait le pouvoir de contrôler qui peut enregistrer des sites web, en se basant sur le respect des lignes officiellement prescrites.

Naturalnews écrit :

*Une organisation à but non lucratif jouissant d'une grande influence auprès des décideurs politiques de l'Union européenne (UE) demande à l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) **de mener une "guerre contre la désinformation"**.*

*L'organisation à but non lucratif, qui prétend être indépendante, est connue sous le nom de **EU DisinfoLab** et affirme que l'ICANN devrait étendre son contrôle sur les*

restrictions d'enregistrement des noms de domaine afin de surveiller la "désinformation" en plus du phishing et des logiciels malveillants.

En d'autres termes, le groupe souhaite que l'ICANN contrôle qui peut enregistrer des sites web en se basant sur le respect des lignes d'action officielles.

Il est malhonnête de la part de l'EU DisinfoLab de prétendre être indépendant alors qu'une grande partie de son financement ne provient de personne d'autre que de l'Open Society Foundations, un projet du milliardaire George Soros.

Les Open Society Foundations étudient la possibilité de "réutiliser" l'ICANN pour en faire un outil de lutte contre les "sites de désinformation".

Il est probable que Natural News, ainsi que de nombreux autres sites de médias indépendants, soient inclus dans ce ciblage.

"Une tentative d'implication directe de l'ICANN serait, pour le moins, très controversée, du moins à l'heure actuelle", écrit Didi Rankovic pour Reclaim the Net à propos de cette information.

"Compte tenu de l'importance de l'ICANN dans l'infrastructure d'Internet, l'ICANN gère les noms de domaine dans le monde entier, et le fait que le contrôle du contenu ne fait pas partie de ses fonctions (DisinfoLab dit que l'ICANN 'refuse' de le faire), cela signifierait un grand écart par rapport au rôle de l'organisation".

Le cauchemar de la censure sur Internet 2.0

Utilisant "la structure déjà mise en place par l'ICANN", l'EU DisinfoLab demande à l'ICANN de surveiller tout l'Internet pour tout ce que le pouvoir en place (TPTB)

considère comme de la “désinformation”.

Le groupe indique que cela exigera **“un minimum de diligence et de coopération”** de la part des registres.

L’objectif de tout cela serait que l’ICANN détermine quels sites sont inacceptables, ce qui impliquerait le blocage de leurs noms de domaine. L’ensemble de l’Internet mondial serait affecté par un tel changement.

Le récit utilisé pour justifier un changement aussi radical est que les sites **“sosies de désinformation”**, c’est-à-dire **les sites** qui tentent d’imiter les **“sites d’information fiables”** avec des noms ou un formatage similaires, **deviennent trop incontrôlables et doivent être stoppés.**

Étant donné que l’ICANN est l’autorité suprême en matière de noms de domaine de sites web et d’enregistrement DNS, **le groupe serait en mesure, en vertu du nouvel accord, de bloquer des sites web entiers soupçonnés de diffuser une quelconque forme de “désinformation”.**

Prémices de la “modération” pendant le Covid

Il faut dire que l’ICANN a déjà fait quelque chose de similaire pendant la **“pandémie Covid”**. Les noms de domaine qui contenaient le mot **“Covid”** avec d’autres termes apparentés ont été examinés pour voir s’ils tentaient d’utiliser de tels mots-clés pour masquer des opérations de phishing ou de diffusion de logiciels malveillants.

Plus précisément, il ne s’agissait pas encore de **“modération”** de contenus dans le contexte de COVID.

Au lieu de cela, il est maintenant proposé une sorte de format de modération dans lequel **l’ICANN aurait le pouvoir de bloquer des domaines entiers de sites web jugés coupables de diffusion de désinformation.** L’EU DisinfoLab souhaite que l’ICANN utilise un système appelé DNSTICR pour signaler aux

registraires les **“vrais cas (de désinformation) ouverts et fermés”** à supprimer.

La question se pose toutefois de savoir qui décide de ce qu'est un “cas de désinformation ouvert et fermé” ?

Les “rapporteurs de confiance” et le “ministère de la Vérité”.



Une possibilité serait que les registres accordent le **statut de “rapporteur de confiance”** aux associations de médias. Mais cela serait également arbitraire, car il n'existe pas de cadre établi pour décider qui peut obtenir le statut de **“rapporteur de confiance”** !

Au fond, tout semble mener à ce contre quoi George Orwell avait mis en garde le monde il y a des décennies, un ministère de la vérité s'étendant au monde entier et régissant tout ce que les gens disent et font, en l'occurrence en ligne.